



Le rapport de situation: Coûts de production à baisser

Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, Berne

Le rapport de situation s'adresse aux membres et aux délégués de l'Union suisse des paysans (USP), mais également aux médias, aux politiciens et à certains acteurs du monde économique. En présentant des informations détaillées, nous souhaitons expliquer la position de l'USP et de l'agriculture. Dans le présent rapport, nous ne nous limitons néanmoins pas à faire une rétrospective détaillée de l'année écoulée, mais nous nous attaquons aussi à un problème qui risque d'occuper l'agriculture pendant un certain temps encore. Je veux parler des coûts élevés de la production. De même que les trois rapports précédents, le présent rapport est divisé en trois parties. La partie A est consacrée à une rétrospective de l'année agricole 2005 et présente les événements exceptionnels. La partie B montre la difficile situation économique des exploitations. Enfin, dans la partie C, la partie principale de la présente publication, nous analysons en détail le problème des coûts élevés de la consommation intermédiaire. Ce n'est donc pas un hasard si le rapport 2005 s'intitule „Coûts de production: un défi pour la politique et la pratique.“.

Quelques mots sur le contenu: L'année 2005 restera gravée dans la mémoire de la majorité des Suisses en raison des graves intempéries qui ont marqué le mois d'août. Près de mille exploitations agricoles ont été endommagées, notamment en Suisse centrale et dans l'Oberland bernois. Grâce au grand élan de solidarité et à l'action de l'Aide suisse aux montagnards, un soutien a pu être apporté rapidement et sans bureaucratie inutile à la plupart des personnes qui avaient été touchées. Sinon, de manière générale, les récoltes ont été bonnes, et les prix sont restés plus stables que les conditions météo. Pour les produits principaux que sont le lait et la viande, les fluctuations saisonnières de prix ont néanmoins été accompagnées d'une baisse générale des prix. Les prix de la viande de porc et de la viande de vache ont notamment fortement chuté. La valeur de la production agricole a par ailleurs reculé de 43% entre 1990 et 2005. Elle s'élève à présent à 9,9 milliards de francs.

Cette évolution a eu, comme le montre la partie B, des répercussions sur la situation économique des exploitations. La majorité des exploitations se trouvant dans une situation économique critique, la rentabilité reste un défi majeur. Dans quatre exploitations sur cinq, les membres de la famille toucheraient un salaire nettement plus élevé s'ils cherchaient un travail en-dehors de l'agriculture. Rappelons en effet, que le revenu du travail annuel par main-d'œuvre familiale atteint 36 700 francs, alors que le salaire annuel moyen s'élève à 66 500 francs dans les autres secteurs économiques. On peut faire le même constat pour l'argent investi dans l'exploitation, les investissements restant sensiblement moins rentables dans l'agriculture que dans les autres secteurs. Pour ce qui est des coûts, on note un transfert des coûts structurels propres vers les charges réelles. Ce changement s'explique par le remplacement de la main-d'œuvre familiale par des machines et l'augmentation résultante du degré de mécanisation. La main-d'œuvre libérée est employée exerce une activité annexe, comme le montre la part du revenu agricole au revenu total. Dans les exploitations, où les activités annexes jouent le plus grand rôle, elle a en effet baissé de 63 à 56%. C'est notamment sur la base de ces chiffres que l'USP exige le maintien de mesures très efficaces de soutien du marché dans le cadre de la PA 2011. Elles ont non seulement un impact positif sur le revenu des familles paysannes, mais permettent également de sauvegarder la valeur ajoutée et des emplois dans les entreprises en amont et en aval de la production agricole. A titre indicatif notons que rien qu'ici, dans le canton de Fribourg, près de 20% du produit intérieur brut dépend directement et indirectement de l'agriculture.

Baisse des prix et coûts élevés de production: C'est en ces termes que l'on pourrait résumer la situation actuelle des familles paysannes. Pour qu'elles puissent réaliser une valeur ajoutée leur permettant d'exercer une activité économique à long terme, les prix de la consommation intermédiaire doivent impérativement baisser. C'est à cette question qu'est consacrée la troisième



partie de notre rapport. Les deux illustrations suivantes montrent que le niveau élevé des coûts en Suisse ne concerne pas uniquement l'agriculture. Nous payons près du double de la moyenne des consommateurs dans l'UE pour le logement, l'eau, l'électricité et le gaz. Les 190% ne sont dépassés que par l'indice du niveau des prix de la consommation intermédiaire de l'agriculture, qui se monte à 205%. Oscillant entre 140 et 180%, le niveau des prix des postes „construction“, „consommation individuelle“, „denrées alimentaires“ et „marchandises agricoles“ se situe également sensiblement au-dessus de la moyenne européenne.

L'USP s'engage pour que soient prises dans la PA 2011 des mesures de réduction des coûts de production. Citons à titre d'exemple l'autorisation des importations parallèles des moyens de production agricole. Si cette mission revient avant tout à la politique, les chefs d'exploitations doivent de leur côté veiller à réduire systématiquement leurs coûts de production, soit en collaborant avec d'autres exploitations, soit en se spécialisant ou en agrandissant leur exploitation. En effet, seules une compétitivité accrue de tout le secteur alimentaire et des conditions générales adéquates nous permettront de relever les nombreux défis qui nous attendent (OMC, ALE, PA 2011).

Texte: www.sbv-usp.ch